

POUR ADHÉSION À UN GROUPE TERRORISTE ET APOLOGIE DU TERRORISME

Un Franco-Marocain condamné à 10 ans de prison

Le tribunal criminel d'Alger a condamné hier un Franco-Marocain répondant aux initiales A. C. à dix ans de réclusion criminelle pour adhésion à un groupe terroriste, apologie du terrorisme et préparation d'attentats terroristes en Algérie.

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - L'affaire traitée en ouverture de la deuxième session criminelle du tribunal criminel d'Alger remonte à 2005 quand l'accusé, âgé de 28 ans, a été arrêté le 25 décembre 2005 dans un hôtel à Alger-Centre. Les investigations menées par la police judiciaire suite à des informations qui lui sont parvenues ont permis d'établir un lien entre A. C., alors étudiant en technologie à Montpellier, en France, et un groupe ter-

roriste activant en Algérie, dans la région de Boumerdès.

A. C. avait également envoyé 1 000 euros à des contacts en Syrie pour le soutien à la résistance en Irak. Au moment de son arrestation, un ordinateur portable, une clef USB et des cartes des frontières algéro-marocaines ont été retrouvés dans sa chambre d'hôtel.

Dans sa plaidoirie, l'avocate de la défense a mis en avant «la naïveté» de son mandant qui avait

envoyé, en «fournissant des informations personnelles» via le service Western Union, une somme de 1 000 euros après avoir été contacté par un prénommé Walid avec qui il entretenait une relation par Internet. «Mon mandant était chargé des activités culturelles maghrébines à l'université de Montpellier et n'avait rien à avoir avec les activités terroristes», soutient M^e Boumerdassi, en mettant en exergue «l'absence de l'identité du groupe auquel son mandant est présumé appartenir et l'absence des autres personnes citées dans l'affaire, dont Walid qui aurait joué l'intermédiaire entre A. C. et le groupe terroriste».

Pour elle, «il n'y a donc aucune preuve de l'existence de ces contacts présumés». De son côté, son second avocat M^e Bouchachi a affirmé que «l'argent envoyé en Syrie participait d'un sentiment de sympathie à l'égard des souffrances du peuple irakien suite à l'invasion américaine».

Emboitant le pas à sa consœur, M^e Bouchachi reviendra sur les conditions de l'arrestation de A.

C. à l'hôtel, le jour de son arrivée à Alger. «Où sont donc Salim et Rachid qui étaient venus l'attendre à l'aéroport et lui avaient réservé une chambre dans cet hôtel» s'est demandé M^e Bouchachi.

«Pourquoi la police n'a-t-elle pas attendu les trois personnes qui devaient se revoir le lendemain pour les arrêter?» s'est encore interrogé l'avocat avant d'ajouter : «Pensez-vous que les groupes terroristes

sont aussi imprudents pour engager un jeune étranger de 24 ans pour préparer des attentats en Algérie?»

«Si tel est le cas, on se serait débarrassé d'eux il y a longtemps.» Mais l'argumentaire des deux avocats n'a pas convaincu la présidente du tribunal et les membres du jury qui, après délibération, condamneront A. C. à dix années de prison ferme. Et de l'avis des avocats rencontrés sur les lieux, «la justice a été clémentine au regard des graves chefs d'inculpation retenus contre le prévenu». Le procureur général avait, en effet, requis une peine de 18 ans de prison ferme.

L. M.

L'affaire de l'attentat suicide ayant visé le palais du Gouvernement le 11 avril 2007 est programmée pour demain mardi au tribunal criminel d'Alger dans le cadre de sa session criminelle.

Cinq prévenus seront appelés à la barre pour s'exprimer dans le cadre de cette affaire dont l'audience pourrait se tenir à huis clos.

L. M.

BOUIRA

382 travailleurs de Todini toujours en grève

Ayant entamé leur mouvement de grève depuis le 24 mars dernier, les 382 employés de Todini, société italienne chargée de la réalisation du tronçon d'autoroute Bouira-El-Adjiba sur 26 kilomètres, sont toujours en grève.

En effet, d'après les informations recueillies auprès des responsables syndicaux, la grève entamée depuis le 24 mars pour réclamer certains droits des travailleurs dont les indemnités concernant les heures supplémentaires où le cumul a atteint 62 jours, le rapport des œuvres sociales exigé par le syndicat des travailleurs auprès de la direction mais jamais remis, ainsi que les indemnités de licenciement et leurs modalités d'application, la non-association du partenaire social dans ces compressions des effectifs, tels que stipulés dans le protocole d'accord sont, entre autres, les raisons qui ont amené les travailleurs à enclencher leur mouvement de grève.

Pis, selon les représentants des travailleurs, ce sont le silence de la direction ainsi que ses manœuvres qui ont fait que cette grève soit à sa troisième semaine. Ainsi, au lieu d'ouvrir un dialogue franc, la direction de Todini a déposé une plainte en référé à plusieurs reprises afin de contraindre, par une décision de justice, les travailleurs à reprendre le travail. Heureusement que la justice a toujours statué en faveur des travailleurs qui ont respecté toutes les dispositions requises.

Cela étant, rappelés qu'avec cette grève, les travaux restants au niveau de ce tronçon et qui consistent en la réalisation des 5 derniers kilomètres sur les 26 confiés à cette entreprise, ainsi que la réalisation de l'échangeur situé au niveau de la commune d'El-Adjiba sont à l'arrêt.

Pour rappel, le ministre des Travaux publics qui a visité le tronçon le 23 mars dernier, soit la veille du déclenchement de cette grève, a insisté pour que le projet soit livré au plus tard, fin avril.

Y. Y.

ELLE POURRAIT BEAUCOUP ÉCONOMISER À LA TRÉSORERIE DE LA CNAS

La chirurgie de la main peine à se développer en Algérie

Deux volets génériques, à savoir des conférences d'enseignement pour la première journée et un programme opératoire pour la seconde, ont été à l'ordre du jour, des deuxièmes journées de chirurgie de la main, organisées samedi et dimanche derniers à l'auditorium de la faculté de médecine de Constantine, située au Chalet des Pins.

Les conférences avaient pour thème «les substituts osseux, les arthroses digitales, l'arthroscopie du poignet et les extenseurs de la main». Le programme opératoire a plutôt été dispensé au niveau du service de chirurgie orthopédique et traumatologique du CHU de la ville, dont l'unité «SOS mains» est l'initiatrice de ces journées scientifiques.

Ce séminaire s'inscrit, selon son directeur scientifique et non moins spécialiste de la chirurgie de la main, le P^r B. Lakehal-Ayat en l'occurrence, dans la perspective du développement de cette chirurgie qui peine à gagner sa place en Algérie malgré les avancées réalisées dans ce domaine partout dans le monde.

«C'est une chirurgie qui commence à s'introduire en Algérie mais il y a des gens qui ne veulent pas que ça avance. Honnêtement, je ne peux m'arrêter là-dessus. C'est

tout ce que je peux dire», lâchera le P^r Lakehal-Ayat, évasif.

Quoi qu'il en soit, ce dernier a donné la première conférence de la journée de samedi sur la question des substituts osseux. Une technique moderne qui consiste, selon le conférencier, à mettre ces produits, dont la composition est presque identique à celle de l'os, dans des cellules de souche qui reçoivent le signal et fabriquent l'os à partir de ces produits.

Progressivement, continuera-t-il d'expliquer, l'os remplacera ces produits et donnera des résultats probants.

Cette technique permettra, selon ses dires, de faire l'économie de milliards de centimes dépensés annuellement en guise d'indemnités pour les gens souffrant de traumatismes de la main.

«Ces traumatismes engendrent des arrêts de travail très longs. Et si la



Constantine, ville pionnière dans le domaine.

Cnas a déboursé 100 milliards l'an dernier en termes d'indemnités y afférentes, l'on ne peut même pas évaluer le coût des arrêts des travaux. Pis encore, les coûts de ces traumatismes connaissent une croissance annuelle de l'ordre de 12%», précisa-t-il.

Une autre orthopédiste ira dans le même sens en avançant que même si la plus infime des doses de ces substituts osseux, disponibles sous formes multiples (liquide et en poudre), coûte 6 000 DA, ce prix reste beaucoup moins élevé comparative-ment à ce que débourse l'Etat en guise d'indemnités, d'autant que cette technique, ajoutera-t-elle,

est beaucoup plus sûre que la greffe d'ossements opérée à partir du squelette du patient qui cause d'autres lésions plus douloureuses encore.

Bref, ces journées scientifiques ont vu la participation d'un panel de spécialistes nationaux et internationaux, notamment français, qui ont communiqué au profit d'une assistance composée de résidents et de jeunes chirurgiens orthopédistes.

Notons, enfin, que Constantine, qui dispose d'une unité plus ou moins fonctionnelle depuis son institution il y a trois ans, est pionnière en Algérie dans le domaine de la chirurgie de la main.

L. H.